Commencer avec les bonnes données.



Une proposition mérite d'être examinée au-delà du montant affiché. Ces dix points vous aident à préparer les questions à poser à votre avocat.

01 · Déduire le droit du seul écart de salaire

Comparez aussi les besoins, le patrimoine, le parcours et la retraite. Un écart ne suffit pas à fixer le droit ni le montant.

02 · Mélanger les chiffres

Précisez mensuel ou annuel, brut ou net, régulier ou exceptionnel. Séparez les sommes destinées aux enfants des revenus personnels.

03 · Lire une simulation comme une décision

Un simulateur donne un premier repère. Vérifiez ses données et ses hypothèses. Il n'existe pas de barème légal ni de résultat judiciaire garanti.

La question à garder en tête

« Sur quels faits, quelles pièces et quelles hypothèses repose ce montant ? »

Regarder l’accord dans son ensemble.

04 · Négocier sans les pièces essentielles

Une fiche de paie ne décrit pas le patrimoine. Avec la checklist, notez les pièces manquantes, sans inventer un chiffre ni accéder sans droit aux documents de l’autre.

05 · Confondre prestation, pension et partage

Présentez des lignes séparées. Une soulte, qui équilibre les lots du partage, et une pension pour les enfants ne sont pas une prestation compensatoire. Son paiement n’efface pas les autres dettes.

06 · Discuter uniquement le total

Capital en une fois, capital échelonné, rente et transfert d’un bien n’ont pas les mêmes conséquences. Comparez financement, frais, indexation, impôt et garanties.

À demander avant d’accepter

« Comment paie-t-on, à quelles dates, avec quelles garanties et quel budget restera à chacun ? »

Comprendre ce qui vous engage.

07 · Croire que douze mois sont toujours accordés pour payer

Le délai fiscal ne reporte pas la date de paiement prévue. Vérifiez les deux calendriers ; attendre une vente peut créer un impayé.

08 · Penser que le montant sera corrigé plus tard

Un capital fixé par le juge ne se recalcule pas parce que les revenus changent. Échéances, rentes et accords ont des règles distinctes.

09 · Donner au remariage un effet automatique

Il n'efface pas, à lui seul, la prestation. Examinez les clauses et les effets financiers. Ne suspendez pas seul un paiement.

10 · Confondre dépôt et validation du montant

Dans le divorce par acte d'avocats, chacun a son avocat. Le notaire contrôle le formalisme ; son dépôt n'est pas une approbation judiciaire de l'équilibre financier.

Avant de signer : comprendre le montant, le financement, l'impôt, les clauses d'avenir et toute renonciation.

→ Règles civiles · Code civil, art. 270 à 281

→ Règles fiscales · Service Public

→ Illustrations by Storyset · Style Bro

Droit français contrôlé le 24 octobre 2026. Information générale, sans prédiction de résultat ni examen individuel.

Préparer la suite avec le cabinet.

Notez les questions encore ouvertes. Le guide explique les règles ; la checklist aide à réunir les pièces qui manquent.

Vous préparez un divorce amiable ?

La discussion de la prestation compensatoire se coordonne avec les accords sur les enfants, le logement, les biens et le budget de chacun. Le Cabinet TATOUEIX accompagne un époux dans la préparation de l'ensemble du divorce ; chacun a son avocat.

Découvrir l'accompagnement et les forfaits

Pour parler de votre projet de divorce amiable : premier échange gratuit de 30 minutes avec Maître TATOUEIX, par téléphone ou au cabinet de Toulon.

Choisir mon premier échange gratuit

Procédure contentieuse ou prestation déjà fixée : contactez le cabinet pour préciser votre demande et les conditions d'une intervention.

Contacter le cabinet

Maître Guillaume TATOUEIX
Avocat au Barreau de Toulon